

Le 30 juin : on lâche rien pour la santé de tous et toutes



- Parce que dans le secteur de la santé il n'y a pas seulement les travailleurs-euses des hôpitaux publics et privés, nous sommes aussi de nombreux -seus agent.es territoriaux
- Parce que nous, Territoriaux, sommes aussi concerné.es par la prise en charge des personnes malades, dépendantes, âgées... dans les Ehpad et les SSIAD
- Parce que nous, Territoriaux des secteurs du social et médico-social, sommes aussi victimes des politiques gouvernementales d'austérités qui se

traduisent par des salaires de misère et des conditions de travail plus que dégradées, politiques renforcées par les inégalités territoriales

- Parce que nous, territoriaux, sommes aussi des usager.es du service public de la santé

Nous revendiquons :

- Un plan d'embauche massif à la hauteur des besoins remontés par les services tant pour les SSIAS, pour les EHPADs et pour toutes les structures du social et du médico-social,
- La titularisation immédiate de tous les personnels contractuels,
- La revalorisation immédiate des grilles de rémunération pour atteindre 1700 euros net minimum,
- Une carrière avec évolution linéaire et sans barrage pour tous-tes les agent-es et salarié-es de la santé, du social et du médico-social,
- La diminution du temps de travail à 32h vers 28h hebdomadaire
- Le changement de financement du social et du médico-social,
- Un système de protection sociale unique, uniforme et universel, assuré à 100% par la Sécurité sociale, avec une gestion démocratique par les représentant-es des travailleuses et travailleurs.
- Un monopôle public de la santé, allant de la recherche pharmaceutique aux soins

**Alors Mardi 30 juin, je suis en grève et je rejoins
les manifestations et rassemblements.**

Fédération SUD Collectivités Territoriales

31 rue de la Grange aux Belles - 75010 PARIS

tel : 01 58 39 32 09 - mèl : fedesudct@gmail.com - www.sud-ct.fr - Facebook : @fedesudct



Exigeons des actes à la hauteur des besoins de notre hôpital public !!

Alors que la COVID19 recule et apparait doucement dans nos rétroviseurs, au-delà des responsabilités à établir sur la gestion calamiteuse de la crise, se pose plus que jamais la question de l'avenir de notre système de soin et de l'hôpital.

Car, si une chose est sûre, c'est que le nombre de décès lié à la maladie aurait été bien plus bas si notre système de santé et nos hôpitaux avaient eu les moyens d'y faire face.

Nous le savons toutes et tous maintenant, la pénurie et les années d'austérité (fermetures de lits, baisse des moyens, fermetures d'hôpitaux...) ont une grande responsabilité dans le bilan. Mardi 16 juin, partout en France, personnels soignants et citoyens ont manifesté ensemble pour demander des moyens conséquents pour la Santé et l'hôpital public.

Depuis, le gouvernement, après plusieurs semaines de réunions au « Ségur de la Santé », a lâché un chiffre : 6 Milliards d'euros.

6 milliards... ce chiffre peut paraître alléchant... mais rien que, pour le salaire des soignantEs, valider 300 € d'augmentation de salaire mensuel pour les 1,2 millions, c'est 4,3 milliards par an...

Or, c'est 6 Milliards pour tout et point barre !!

L'enveloppe de 6 milliards proposée par le ministre intègre le financement de l'augmentation des salaires pour la filière sanitaire associative et pour l'hospitalisation privée... le gouvernement propose donc des fonds publics pour financer les salaires des salarié-es de la filière « privé lucratif » pour permettre aux actionnaires de conserver leurs dividendes !

Au-delà de la question des salaires... l'avenir de l'hôpital public !!

Il faudra surtout des moyens aussi pour tourner le dos à la politique de destruction de l'hôpital public dont on a vu les effets pendant l'épidémie COVID. Or rien dans ce qu'annonce le gouvernement vient trancher avec les politiques menées jusqu'à présent... au contraire la fermeture de lits dans de nombreux hôpitaux se poursuit, l'objectif de mettre en place des conventions permettant l'investissement par le secteur marchand et par la Finance du service public hospitalier va accentuer la logique de rentabilité... et si on laisse faire, nous assisterons une fois encore à l'accélération de la casse des hôpitaux, à l'aggravation de la situation dans les EHPAD, les structures sociales ou médico-sociales, etc.

Ce qui est insupportable, c'est que les actes du gouvernement à la sortie de cette épidémie sanitaire sont à l'exact inverse de leurs déclarations durant la crise !!

Mais nous, nous ne pouvons pas oublier l'engagement sans faille des « premières lignes » pendant la crise COVID, le constat édifiant des conséquences du saccage de l'hôpital public et des conditions de travail dans les EHPAD. Nous ne pouvons pas oublier les mensonges d'Etat et le cynisme du gouvernement, les salarié-es sacrifié-es et le tri des malades...

Alors après les applaudissements, les jolis messages et cœurs avec les doigts sur les réseaux sociaux... nous devons rejoindre les soignantEs et nous emparer, nous aussi, de leur combat... car il est aussi le nôtre !